



COMMUNIQUE DE PRESSE

SUCCES DE LA CANDIDATURE FRANÇAISE POUR ACCUEILLIR A MONTPELLIER LE SIEGE D'UN CONSORTIUM MONDIAL DE LA RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT

La candidature Montpelliéraine :
une collaboration exemplaire entre les
niveaux national et régional et aussi entre
tous les acteurs impliqués (Etat, collectivités
territoriales, Etablissements de recherche)

La France a fait part dès la fin de l'année 2008 de son souhait de se porter candidat pour héberger le futur siège du Consortium GCRAI. Très rapidement un groupe d'acteurs s'est mobilisé en région comme au niveau national : établissements scientifiques, Conseil Régional Languedoc-Roussillon (LR), Agglomération de Montpellier, Préfecture de Région LR, Ministères concernés (MESR, MAEE, MAAP) sous la supervision de Maignon. Sur un plan opérationnel, l'ensemble de ces acteurs a mandaté Agropolis International afin d'organiser et coordonner le projet et le MAEE pour soumettre la candidature française.

Les différentes étapes de la procédure de candidature ont donné lieu à une mobilisation collective et coordonnée : rédaction de courriers, prises de contact (y compris un voyage du Président G. Frèche aux USA), réalisation de documents de communication, etc... Finalement, le dossier technique de candidature a été déposé en août 2010. Dossier transmis sous couvert d'un courrier de M. B. Kouchner et soutenu par un courrier du Président de la République, M. N. Sarkozy, adressé au Président du Consortium GCRAI, M. C. Perez del Castillo.

Les autres villes candidates aux côtés de Montpellier (retenues après une première étape de sélection) étaient Nairobi, New Dehli, Addis Abeba et Rome.

L'engagement du Conseil régional Languedoc-Roussillon

Financement des investissements liés à l'implantation du consortium du GCRAI (construction d'un nouveau bâtiment basé sur le campus Agropolis, équipements...)

L'engagement de l'Agglomération de Montpellier

Mise à disposition de bâtiments pour proposer des solutions d'hébergement provisoire en attendant la construction du bâtiment neuf

L'engagement de l'Etat

Soutien politique explicite du gouvernement et des ministères concernés (MESR, MAEE, MAAP)
Engagement pour l'octroi d'un accord de siège (statut fiscal spécial)

Le GCRAI, acteur essentiel de la recherche agricole internationale

Le Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI) a pour mission de mobiliser le meilleur de la science internationale dans le champ agronomique au sens large pour lutter contre l'insécurité alimentaire et réduire la pauvreté en produisant des « biens publics mondiaux » au bénéfice des pays en développement.

Créé en 1971, le GCRAI est une association de 64 membres publics et privés (gouvernements, fondations privées, organisations internationales) qui soutient un système de 15 centres internationaux de recherche agricole. Il est parrainé par la FAO, le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) et la Banque Mondiale (BM). L'ensemble des 15 centres emploie plus de 8 500 chercheurs et personnels d'appui dans plus de 100 pays à travers le monde. Son budget annuel était de 572 millions de dollars US en 2009 (531 en 2008 soit + 7.7%).

Le GCRAI a entrepris une réforme importante (officiellement soutenue par la communauté internationale cf. la déclaration du G8 à L'Aquila, juillet 2009) pour accroître l'impact de ses travaux sur la production agricole des pays en développement. Cette réforme consiste à créer :

- ❑ un fond international (*multidonor trust fund* logé à la Banque mondiale), pilote stratégique et financier ;
- ❑ un consortium, pilote stratégique et opérationnel des centres internationaux par le biais de « méga-programmes » mondiaux qui organiseront la division du travail et le partenariat international avec tous les acteurs de la recherche agricole dans le monde ;
- ❑ une conférence mondiale biennale sur la recherche agricole pour le développement pour définir les agendas stratégiques et organiser le partenariat global ;

C'est pour accueillir le siège de ce consortium des centres du GCRAI que la France, Montpellier et sa région se sont portées candidates.

Succès de la candidature française pour accueillir à Montpellier le siège d'un Consortium mondial de la recherche agricole pour le développement



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le succès de Montpellier : une reconnaissance mondiale et des enjeux considérables

La visibilité et la notoriété du pôle scientifique « agro-environnement » représenté par Agropolis International, ainsi que l'environnement académique régional formé par les Universités et les grands organismes de recherche ont été des atouts majeurs dans la candidature française.

Le choix de Montpellier est sans nul doute une reconnaissance au niveau international qui fait aujourd'hui de notre région la capitale mondiale de la recherche en agriculture.

L'arrivée du Consortium GCRAI à Montpellier est évidemment porteuse de nombreux enjeux et ouvre de grandes perspectives pour notre communauté scientifique et pour la région en général :

- La recherche agronomique française est reconnue dans le monde entier mais insuffisamment impliquée dans les dispositifs internationaux de recherche pour le développement. Le choix de la France comme lieu d'installation du siège du Consortium GCRAI offre de nouvelles opportunités de développement de coopérations à l'échelle mondiale tant en termes de recherche que de formation.
- Ce choix est également un facteur de diversité dans un domaine multilatéral dominé par les modèles issus des universités anglo-saxonnes. Plusieurs pays du Sud, pas seulement francophones, ont signifié leur intérêt pour une telle ouverture du système international vers d'autres références et d'autres approches, comme celles qui identifient l'école française d'agronomie, sa tradition d'approches systémiques et ses nouvelles orientations pour une production écologiquement intensive.
- L'hébergement du Consortium GCRAI au sein du campus Agropolis International contribuera aussi à dynamiser l'ensemble de la communauté scientifique régionale concernée par les questions liées au monde biophysique et à sa gestion par les sociétés humaines (agriculture, alimentation, biodiversité, adaptation au changement climatique, gestion des ressources en eau, etc.). Il s'agit bien évidemment d'un atout majeur dans la perspective de construction d'un grand campus scientifique régional (Opération Campus et Grand Emprunt) notamment en renforçant significativement sa stature internationale.

Pour plus d'information

B. Hubert, Président d'Agropolis International
hubert@agropolis.fr

N. Villemejeanne, Chargée de communication Agropolis International
villemejeanne@agropolis.fr